

Pour les Français, vaincre la faim est possible

Selon le sondage BVA-CCFD, en exclusivité pour « La Croix » et Europe 1, un tiers des personnes interrogées seraient prêtes à modifier leurs habitudes alimentaires

Pas fatalistes, certes, mais pas optimistes pour autant, loin s'en faut... Tels sont les Français face à la question de la faim dans le monde, si l'on en croit un sondage réalisé par l'institut BVA et le CCFD.

Selon cette étude réalisée du 27 septembre au 1er octobre auprès d'un échantillon représentatif de 959 personnes, dont La Croix révèle les résultats, une majorité des sondés (48 %) a le sentiment que la situation se dégrade. Et ils sont presque aussi nombreux (46 %) à considérer qu'elle « n'évolue pas vraiment ». En fait, à peine 5 % d'entre eux croient percevoir une amélioration.

Dans ce tableau largement négatif apparaît cependant une lueur : 55 % des personnes interrogées estiment que la faim dans le monde constitue « un problème qui peut être définitivement résolu s'il y a une volonté politique suffisante », point de vue le plus répandu parmi les personnes les plus diplômées et les membres des catégories sociales les plus élevées, ainsi que parmi les sympathisants de gauche.

Evolution du comportement des consommateurs

D'ailleurs, lorsqu'on invite les sondés à analyser les causes de ce fléau, les « conditions naturelles défavorables » n'arrivent qu'en quatrième position (14 % des citations), loin derrière l'inégale répartition des richesses au niveau mondial (35 %), la mauvaise gestion de certains gouvernements de pays pauvres (28 %) et les situations de guerre et de violence (21 %).

Comment, dès lors, combattre la faim dans le monde ? Non pas en recourant aux OGM (55 % des sondés désapprouvent cette solution), mais plutôt en modifiant les règles du commerce international à l'avantage des pays pauvres, comme le suggèrent quatre personnes interrogées sur dix. Ou bien en augmentant l'aide au développement et en annulant la dette des États les plus démunis (26 %).

Mais s'attaquer à cette tragédie passe aussi par une évolution du comportement des consommateurs. « De plus en plus de Français (43 %, soit + 4 % par rapport à 2006) estiment que les habitudes alimentaires des populations des pays développés ont des conséquences négatives sur la vie des agriculteurs des pays en voie de développement », note Vincent Dusseaux chez BVA, tout en soulignant que ce sentiment est plus prononcé, là encore, chez les sympathisants de gauche.

Par ailleurs, lorsqu'on demande aux sondés s'ils savent « que la plupart de la viande et des produits laitiers consommés en France proviennent d'élevages qui sont nourris avec du soja cultivé en Amérique du Sud » (le soja occupe des terres enlevées aux petits agriculteurs et fait disparaître les cultures vivrières), trois sur dix répondent par l'affirmative.

Changer nos comportements n'est pas chose aisée

Antoine Malafosse, délégué général du CCFD, voit là un encouragement. « Ce sondage tend à prouver que les campagnes que nous menons depuis quatre ans ont eu un impact. » Ce responsable est convaincu que chaque pays doit garder la maîtrise de sa production agricole s'il veut assurer la satisfaction de ses besoins et soutenir le développement d'une paysannerie familiale, étape incontournable d'un développement plus large.

Selon lui, on assiste actuellement sinon à une prise de conscience de la part des Français, du moins à un « frémissement ». L'étude menée par BVA montre ainsi que, pour 34 % des personnes interrogées, il convient de modifier nos habitudes alimentaires afin de nous adapter au manque de surfaces cultivables en Europe (quatre sondés sur dix optent au contraire pour une intensification de la production en Europe, tandis que 17 % à peine préconisent un accroissement des importations en provenance des pays du Sud).

Mais changer nos comportements n'est pas chose aisée : s'il apparaît envisageable à 38 % des sondés d'acheter moins de produits « tout prêts » en grandes surfaces, seuls 15 % considèrent qu'il serait plus facile de consommer moins de viande et 2 % moins de produits laitiers.

Denis PEIRON (La Croix, 12/10/2007)